

**Point de presse de la porte-parole -
Azerbaïdjan/Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian avec M. Samir
Sharifov, ministre des finances -
Djibouti/Entretien de Jean-Yves Le
Drian avec son homologue -
Europe/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau à Montpellier -
Union européenne/Participation de
Mme Nathalie Loiseau au conseil
affaires générales -
Commerce/Signature de l'accord de
partenariat économique entre
l'Union européenne et le Japon -
Communauté des pays de langue
portugaise/Accession de la France
au statut d'Etat observateur associé
- OTAN -Syrie
(Paris, 19 juillet 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Azerbaïdjan - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Samir Sharifov, ministre des finances (Paris, 18 juillet 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu le 18 juillet M. Samir Sharifov, ministre des finances de la République d'Azerbaïdjan.

Faisant suite aux entretiens de M. Jean-Yves Le Drian à Bakou le 27 mai, cette rencontre avait pour objectif de préparer la visite de travail à Paris, le 20 juillet, du président de la République d'Azerbaïdjan, M. Ilham Aliiev.

Les ministres ont fait le point sur les projets des entreprises françaises en Azerbaïdjan, notamment dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'environnement, du développement urbain et du tourisme, dans un contexte de la diversification de l'économie souhaitée par les autorités azerbaïdjanaises.

L'Azerbaïdjan est le premier partenaire économique de la France dans la région du Caucase du Sud, avec un volume d'échanges bilatéraux qui s'est élevé à 739 millions Euros en 2017.

2 - Djibouti - Entretien de Jean-Yves Le Drian avec son homologue (Paris, 19 juillet 2018)

M. Jean-Yves Le Drian s'entretient le 19 juillet avec son homologue djiboutien, M. Mahmoud Ali Youssouf.

Cette rencontre permettra de rappeler les relations bilatérales denses et anciennes qui lient la France et Djibouti. Elle sera l'occasion de travailler à l'approfondissement des relations économiques et commerciales, qui bénéficient, depuis novembre 2017, de l'appui du groupe d'affaires France-Djibouti (GAFD). Les ministres aborderont également le renforcement du partenariat stratégique entre nos deux pays, centré sur le traité de coopération en matière de défense et de sécurité, ainsi que la présence permanente des forces françaises stationnées à Djibouti.

Les ministres évoqueront la nouvelle donne régionale marquée par le rapprochement entre l'Éthiopie et l'Érythrée, et le rôle important que Djibouti doit jouer dans l'accompagnement de cette évolution.

L'entretien sera enfin l'occasion de saluer l'engagement de Djibouti dans la stabilisation de la Somalie et sa contribution à la sortie de la crise au Yémen, avec la présence sur son territoire du siège du "United Nations Verification and Inspection Mechanism" (UNVIM) et l'accueil de nombreuses personnes fuyant le conflit.

3 - Europe - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau à Montpellier (19 juillet 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, effectue aujourd'hui un déplacement à Montpellier.

Elle se rend sur le site de l'entreprise Medincell, spécialisée dans les traitements injectables qui améliorent le confort des patients, pour présider la signature d'un protocole d'accord de financement d'un montant de 20 millions d'euros avec la banque européenne d'investissement, représentée par son vice-président Ambroise Fayolle. Ce financement bénéficie d'une garantie européenne dans le cadre du plan d'investissement pour l'Europe ("plan Juncker"), dont l'un des objectifs-clés est d'accompagner les sociétés innovantes en Europe. La France est le premier Etat membre de l'Union européenne bénéficiaire du "plan Juncker".

Mme Nathalie Loiseau participe ensuite à une consultation citoyenne sur l'Europe organisée à l'initiative de la députée Coralie Dubost, en présence de Mme Carole Delga, présidente de la région Occitanie. Cette rencontre se déroule à l'agence "Sud Innovation", installée dans l'incubateur d'entreprises "Cap Oméga".

En France, plus de 450 événements ont été labellisés au titre des "consultations citoyennes sur l'Europe" depuis avril, avec près de 15.000 participants. Un questionnaire est en ligne dans

toutes les langues de l'Union. Il est accessible en français sur le site <https://www.queelleestvotreeurope.fr>

4 - Union européenne - Participation de Mme Nathalie Loiseau au conseil affaires générales (Bruxelles, 20 juillet 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, participera le 20 juillet à Bruxelles au conseil affaires générales, réuni en format "article 50", pour examiner l'état d'avancement des négociations de l'accord de retrait avec le Royaume-Uni.

M. Michel Barnier, négociateur en chef, présentera l'état des négociations après la tenue cette semaine d'une session de travail consacrée aux sujets restants de l'accord de retrait et au cadre des relations futures. Il exposera sa vision de l'évolution des négociations d'ici octobre, date à laquelle l'accord de retrait devra avoir été conclu.

Mme Nathalie Loiseau soulignera la nécessité de finaliser dès que possible l'ensemble du texte de l'accord de retrait, y compris son protocole sur l'Irlande, sur la base de la proposition de la Commission. Elle rappellera l'attachement de la France aux principes de négociation fixés par le Conseil européen, notamment l'intégrité du marché intérieur, l'autonomie de décision de l'Union et l'équilibre entre les droits et les obligations - au regard desquels le "livre blanc" publié par le gouvernement britannique le 12 juillet doit être analysé. Elle marquera enfin l'importance d'accroître les efforts de préparation à l'éventualité d'une absence d'accord, dans la lignée de la communication publiée aujourd'hui par la Commission.

5 - Commerce - Signature de l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et le Japon (17 juillet 2018)

La France salue la signature, le 17 juillet, de l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et le Japon. Dans un contexte de tensions commerciales, cet accord est un signal fort adressé par deux grandes puissances économiques en faveur d'un commerce international ouvert, équitable, fondé sur des standards exigeants et mutuellement bénéfique.

Lors de leur entretien du 13 juillet, M. Jean-Yves Le Drian et son homologue japonais, M. Taro Kono, ont rappelé les perspectives qu'ouvre l'accord en créant une zone économique de 600 millions d'habitants, représentant environ 30% du PIB mondial.

Le Japon est le 6ème partenaire commercial de la France hors Union européenne. 8.000 entreprises françaises y exportent pour un volume de plus de 6 Mds d'euros, dont de nombreuses entreprises primo-exportatrices.

Cet accord bénéficiera aux agriculteurs et exportateurs français. L'ouverture accrue du marché japonais ouvre en particulier des perspectives nouvelles pour nos filières agricoles, en particulier pour le secteur de la viande bovine et porcine, mais aussi pour le fromage, les produits transformés, les vins et spiritueux. M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat aux

affaires étrangères, l'a rappelé à l'occasion de la 1ère commission internationale agricole et agroalimentaire qui s'est tenue le 13 juillet. Le marché japonais présente en effet un potentiel important pour les produits français, compte tenu de sa taille et du haut niveau d'exigence de ses consommateurs. Grâce aux dispositions sur les indications géographiques, l'accord signé le 17 juillet assurera également une protection à de nombreuses productions françaises, comme le champagne. Il permettra également une plus grande réciprocité dans l'accès aux marchés publics, ce qui ouvrira des perspectives pour de nombreuses entreprises européennes, notamment dans le domaine ferroviaire.

Cet accord présente également un haut niveau d'ambition en matière de développement durable. Il inclut les grands principes européens sur le droit à réguler, des standards élevés en matière de protection de l'environnement et de travail, ainsi que des engagements à respecter les accords multilatéraux et à ratifier les conventions de l'Organisation internationale du travail. Il promeut l'action pour le climat, intègre des mesures en matière de lutte contre le changement climatique et engage les deux parties à mettre en oeuvre l'accord de Paris et à coopérer afin d'assurer la contribution du commerce à la baisse des émissions carbone.

Un accord de partenariat stratégique a également été signé à cette occasion. Il permettra de développer notre coopération dans de nombreux secteurs pour répondre aux grands défis mondiaux. Nous travaillons de concert avec le Japon, pays qui partage nos valeurs, tant sur le plan bilatéral que dans des enceintes multilatérales.

6 - Communauté des pays de langue portugaise - Accession de la France au statut d'Etat observateur associé

La France a été admise au statut d'Etat observateur associé de la communauté des pays de langue portugaise (CPLP) par une décision de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement réunis les 17 et 18 juillet à Santa Maria (Cap Vert).

Fondée en 1996, la CPLP rassemble neuf Etats membres (Angola, Brésil, Cap Vert, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mozambique, Portugal, Sao Tomé-et-Principe, Timor-Oriental) et une dizaine d'Etats observateurs associés.

Cette démarche est le prolongement naturel des liens intenses et étroits qui lient la France au monde lusophone, sur plusieurs continents : liens historiques et humains avec le Portugal, partage avec le Brésil de notre plus longue frontière terrestre, soutien à l'indépendance puis à l'essor du Timor-Oriental, volonté de mettre les pays africains au coeur de notre vision du monde. Avec chacun des neufs Etats membres de la CPLP, la France entretient des relations denses dans les domaines diplomatique, culturel et économique.

La France partage avec les Etats membres de la communauté des pays de langue portugaise les objectifs de promotion du plurilinguisme et de la diversité culturelle.

7 -OTAN

Q - Comment réagissez-vous aux propos du président Trump sur le Monténégro ? A-t-il remis en cause le principe de défense mutuelle entre Etats membres de l'Otan ?

R - La déclaration de Bruxelles sur la sécurité et la solidarité transatlantiques, adoptée lors du sommet de l'OTAN des 11 et 12 juillet, a été l'occasion pour l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement de réaffirmer l'engagement indéfectible en faveur de la défense collective (article 5 du traité de Washington).

8 - Syrie

Q - Le ministre a déclaré devant l'assemblée nationale cette semaine que "nous affectons 50 millions d'euros à une aide humanitaire spécifique dans la zone de la Ghouta qui est contrôlée par le régime, parce que c'est le droit humanitaire". Est-ce que c'est le même programme qui a été annoncé par le président en avril ? Quelles sont les modalités de ce programme ? Est-ce que la France est en contact direct avec le gouvernement syrien pour mettre ce programme en oeuvre ?

R - Le président de la République a annoncé le 16 avril, lors d'une rencontre avec des ONG, un programme d'urgence pour la Syrie de 50MEuros.

Cette enveloppe exceptionnelle traduit la volonté de la France de renforcer les actions déjà menées au bénéfice des populations confrontées à une situation humanitaire dramatique.

Cet effort supplémentaire est destiné à des actions d'urgence et de moyen terme. Il s'adresse tout d'abord aux populations du Nord-Est syrien. La stabilisation de cette zone, où les besoins sont importants - notamment en matière de déminage, de santé, d'accès à l'eau et de relance de l'agriculture et de l'économie - est un défi à relever pour permettre le retour des populations déplacées et la victoire durable contre le terrorisme.

Il permet également d'apporter une réponse aux besoins humanitaires des populations du Nord-Ouest de la Syrie, notamment du gouvernorat d'Idlib, notamment en facilitant l'accès aux soins médicaux et aux autres services de base, en particulier pour les personnes déplacées.

Ces fonds, dont une partie a déjà été mise en oeuvre, sont principalement alloués à des ONG pour des projets spécifiques répondant aux besoins identifiés sur le terrain, quelle que soit la région concernée./.